LES ANNONCES SONT REÇUES :
A MARSEILLE : Chez M. G. Allard, rue Pavillon, 31 et dans nos bureaux;
A PARIS : à l'Agence Havas, place de la Bourse, 8.

ABONNEMENTS :

	3 mois	6 mois	1 an
B.-du-Rh. et départements limitrophes.	8 fr.	15 fr.	28 fr.
France et Colonies..	9 fr.	17 fr.	32 fr.
Etranger.....	12 fr.	22 fr.	40 fr.

Les abonnements partent du 1er et du 16 de chaque mois

Le Petit Provençal

JOURNAL QUOTIDIEN D'UNION NATIONALE

Lundi 10 Décembre 1917

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
75, rue de la Darse, 75
MARSEILLE
Téléph. : Direction 2-90. — Rédaction 2-72, 39-50
Bureaux à Paris : 10, rue de la Bourse
42e ANNEE — 10 cent. — N° 14.918

FRATERNITÉ D'ARMES EN ITALIE

On annonce que les troupes françaises accourues en Italie pour combattre aux côtés des soldats du général Diaz ont pris leurs positions et que déjà elles sont entrées en action contre l'ennemi. Placées sous le commandement d'un chef qui s'est illustré sur notre front, le général Fayolle, elles apparaissent comme animées du plus magnifique élan. De même que les troupes britanniques envoyées de l'autre côté des Alpes dans la même pensée de solidarité militaire, elles n'ont pas de plus chère ambition que celle de collaborer le plus activement et le plus utilement possible à la grande œuvre de la libération italienne.

Depuis quelques semaines, les armées d'Italie soutiennent là-bas tout l'effort d'une lutte particulièrement rude et sanglante : elles y affirment au milieu des circonstances les plus pénibles et dans les conditions matérielles les plus difficiles un superbe héroïsme. Elles défendent vigoureusement le terrain pas à pas, sauvant tout ce qui peut être sauvé, contenant la sauvage ruée de l'ennemi jusqu'aux extrêmes limites du possible. Il y a quelques jours, un journal de Venise publiait un vibrant appel de Gabriele d'Annunzio où le glorieux poète de la beauté et de la vaillance italiennes disait aux combattants : « Aujourd'hui, il n'y a pas de salut pour qui cède, pour qui fuit. Il n'y a pas de salut pour qui ne résiste pas. Il n'y a de salut qu'en combattant avec toutes nos forces et avec toutes nos armées. » Ce viril mot d'ordre a été admirablement suivi par les troupes du général Diaz. Mais en face du formidable bloc des armées allemandes et austro-hongroises, il était évident que le bloc des forces alliées s'imposait. C'est pour cela que les soldats français et les soldats britanniques sont allés en Italie.

On nous donne connaissance aujourd'hui de l'ordre du jour du 5 décembre par lequel le général Diaz adresse le salut des armées italiennes aux alliés de France et d'Angleterre entrés en ligne à leurs côtés. « Déjà dans les temps passés, déclare-t-il, dans une solide fraternité d'armes avec eux, nous avons combattu et vaincu pour les idéaux suprêmes de la Justice et du Droit. Encore une fois nous marchons résolus vers l'avenir qui nous conduira à la victoire à côté de la magnifique armée que l'inflexible volonté du peuple anglais a su créer et des fortes armées françaises qui connaissent la gloire séculaire de mille batailles. » Et après avoir dit que le sang versé dans les mêmes luttes rendra plus intime l'union des trois nations, le généralissime italien exprime sa foi dans le triomphe commun.

La valeureuse fraternité d'armes italo-franco-britannique assurera ce triomphe commun en chassant les Barbares de la terre sacrée d'Italie.

CAMILLE FERDY.

POUR L'EMPRUNT

Paris, 9 Décembre.

Cet après-midi, à la Sorbonne, sous la présidence de M. Klotz, ministre des Finances, au cours de la quatrième matinée nationale, le poète M. Edmond Rostand a fait entendre aux acclamations de l'auditoire son admirable poème *La Cloche*, exhortant les Français à souscrire à l'Emprunt. M. Klotz a remercié avec émotion M. Edmond Rostand.

Il a conclu en disant qu'il fallait que le nouvel emprunt atteste aux yeux de tous, à nos propres yeux, aussi — s'il en est besoin — l'étendue de nos ressources, notre vitalité et l'ardeur de notre confiance !

M. Pachitch et l'Armistice russe

Les Serbes mourront plutôt que d'abandonner la lutte

Paris, 9 Décembre.

M. Pachitch, président du Conseil des ministres de Serbie, a fait la déclaration suivante :

La paix telle que la conçoivent les maximalistes est, à mon avis, impossible : ils ont proclamé désirer faire une paix démocratique sans annexion ni contribution, une paix qui garantira à chaque peuple le droit de décider de son avenir. Si cela était accepté par l'ennemi, les Polonais d'Allemagne auraient le droit de s'unir à leurs compatriotes de l'autre Pologne qui établirait sa constitution suivant sa propre volonté. Ce même principe étant appliqué aux autres nations de l'Autriche, les Yougo-Slaves se réuniraient à la Serbie, de même pour les Italiens et les Roumains. Les Hongrois voudraient leur indépendance, l'Autriche arriverait donc à se désagréger et l'existence de la Confédération germanique serait également très compromise. Telles seraient les conséquences des principes émis par les maximalistes.

Je ne crois pas que les empires centraux acceptent ces conditions, voilà pourquoi, si les maximalistes restent conséquents avec eux-mêmes, la paix séparée n'est pas possible. L'Allemagne a accepté l'armistice, mais n'est-ce pas pour gagner du temps et essayer de diviser les Alliés ? En ce qui concerne la Courlande et la Lithuanie, je sais que depuis longtemps ces peuples se plaignent de la domination allemande et qu'ils désirent avoir enfin leur autonomie. Même sous la domination russe, ces peuples devaient subir la langue allemande ! C'est une anomalie qui ne doit pas persister.

— Pensez-vous, Monsieur le président, que l'avance anglaise en Palestine puisse décongestionner le front de Macédoine ?

— On ne peut pas comparer les deux fronts. Cette avance en Palestine aura, je crois, un effet beaucoup plus moral que stratégique. Tous les chrétiens seront contents de la délivrance de Jérusalem, mais ce sera également pour le peuple juif un fait historique très important, car il est possible qu'il détermine la création d'un Etat autonome pour le peuple hébreu.

Quant au front de Salonique, j'ai toujours considéré qu'il a dans cette guerre une importance considérable. Nous avons laissé passer le moment d'agir, alors qu'il aurait fallu donner du renfort. C'est surtout des succès de ce front que dépend la division de la Turquie et de la Bulgarie.

M. Pachitch conclut l'entretien sur l'assurance vigoureuse que les Serbes sont décidés à se faire tuer jusqu'au dernier plutôt que d'abandonner la lutte.

PROPOS DE GUERRE

LA FUREUR DE LA POSSESSION

On m'a affirmé qu'un bijoutier marseillais avait vendu dans une seule semaine deux colliers de perles de 120.000 francs.

Evidemment, les Madames qui ont pu se payer cette fantaisie se fichent de la cherté des pommes de terre. Je ne sais comment elles ont gagné leur fortune, mais je m'en doute, et vous aussi. Il n'y a guère que des nouveaux riches qui soient capables d'acheter à cette heure un collier de perles de 120.000 francs.

Un ancien riche attendra décemment des temps meilleurs pour faire une telle dépense somptuaire. Il est probable, d'ailleurs, qu'il n'a pas attendu la guerre pour avoir envie d'un collier de perles et pour se l'offrir.

Le nouveau riche, lui, n'a ni la pudeur ni la patience d'attendre. Pressé de jouir, craignant que son formidable bonheur ne soit qu'un beau rêve duquel il va se réveiller, il en cherche la réalisation palpable. Il court les magasins et, sans même prendre le temps de choisir, il achète, il achète... Rien n'est trop beau, rien n'est trop cher. Il ne marchande pas ; il veut posséder vite. Le marchand qui le sait, hausse ses prix, que lui importe ! Il veut posséder et il possède.

Si encore il s'en tenait aux colliers de perles, aux autos, aux villas, aux châteaux, il ne ferait pas grand dommage à la collectivité ; le malheur est que lorsqu'il va chez son épicier il procède avec la même fureur dépensière, le même atroce désintéressement.

Et ce n'est pas là une des moindres causes de la crise économique dont nous souffrons.

ANDRE NEGIS.

L'Allemagne ne peut tenir que jusqu'au Printemps

Copenhague, 9 Décembre.

On vient de recevoir, de source autorisée, des renseignements desquels il résulte que l'Allemagne était, il y a déjà un mois, moralement et économiquement, très bas et qu'elle sera obligée de capituler au printemps. Les victoires italiennes n'ont pas pu sortir le peuple de son abattement ; les événements de Russie stimulent sa résistance sans améliorer la situation intérieure du pays.

Les derniers rapports reçus ici de l'Allemagne du Sud témoignent d'un état inquiétant. Dans les hautes sphères, on est convaincu que les Alliés sont supérieurs à la coalition ennemie et qu'ils seront vainqueurs, à la seule condition de tenir.

1.226e JOUR DE GUERRE

Communiqué officiel

Paris, 9 Décembre.

Le gouvernement fait, à 14 heures, le communiqué officiel suivant :

Activité de patrouilles dans la région au nord de Chavignon, sur la rive droite de l'Aisne et en forêt d'Apremont.

Une tentative ennemie vers Bezonvaux a donné lieu à un vif combat.

L'ennemi a été repoussé avec des pertes sensibles.

La lutte d'artillerie a été assez active dans cette région, ainsi qu'en divers secteurs de la rive gauche de la Meuse.

LA GUERRE

Une tentative ennemie repoussée vers Bezonvaux

L'ARTILLERIE EST TOUJOURS ACTIVE SUR DIVERS POINTS DES FRONTS FRANÇAIS ET BRITANNIQUE

Paris, 9 Décembre.

La légation de Belgique a fait célébrer ce matin un service solennel à la mémoire des soldats belges tombés au champ d'honneur. Le président de la République était représenté ainsi que la Maison royale de Belgique.

LA SITUATION

— De notre correspondant particulier —

Paris, 9 Décembre.

Depuis trois jours, tous les critiques militaires qui suivent nos armées en Italie jettent un avertissement : il faut un commandement unique, disent-ils ? A Londres comme à Paris, comme à Rome et plus encore entre l'Adige et le front de bataille, on sait à quoi répondent ces exhortations, ces appels.

Va-t-on encore, pour des questions d'amour-propre international ou de susceptibilités personnelles, nous exposer à un danger redoutable que la vaillance des troupes ne peut suffire à conjurer ? Oui ou non osera-t-on tout pour vaincre ? Telle est la question qui se pose.

La guerre intégrale ne doit pas être qu'un mot ou qu'une velléité splendide. La bataille est engagée en Italie où la situation est sérieuse.

En France, l'ennemi qui, depuis son effroyable défaite de Verdun, se tenait sur la défensive, marque son intention manifeste d'attaquer. Cependant, l'état-major interallié envisage toutes les situations et se prépare à la faire face. De cela, j'ai la pleine certitude. J'en ai une autre, c'est que, malgré tout, les ennemis n'obtiendront pas la décision qu'ils voudraient avant l'entrée en action des armées américaines. Et alors leur défaite représente le troisième ordre de certitude.

Donc, tenir, tenir encore jusqu'au bout.

MARIUS RICHARD.

SUR NOTRE FRONT

Communiqué officiel anglais

Après-midi du 9 décembre.

La nuit dernière, l'artillerie allemande a été active au sud de Cambrai, sur la rive droite de la Scarpe, au sud de Lens et dans la région de Passchendaele.

SUR LE FRONT ITALIEN

Un ordre du jour du général Diaz aux troupes alliées

Rome, 9 Décembre.

Le général Diaz a adressé le 5 décembre, aux troupes, l'ordre du jour suivant :

Officiers et soldats d'Italie, en votre nom, j'envoie le salut des armées italiennes aux Alliés de France et d'Angleterre, promptement accourus chez nous et aujourd'hui entrés en ligne à notre côté.

Déjà dans les temps passés, dans une solide fraternité d'armes avec eux, nous avons combattu et vaincu pour les idéaux suprêmes de la justice et du droit.

Encore une fois nous marchons résolus vers l'avenir, qui nous conduira à la victoire à côté de la magnifique armée que l'inflexible volonté du peuple anglais a su créer, et des fortes armées françaises qui connaissent la gloire séculaire des batailles.

Officiers et soldats de la France, officiers et soldats de l'Angleterre, aujourd'hui que les alternatives de la lutte nous unissant fraternellement dans l'effusion du sang versé, rendent notre union plus intime je vous souhaite la bienvenue avec une âme reconnaissante et je vous renouvelle avec une foi convaincue, le souhait du triomphe commun. — Signé : DIAZ.

La nouvelle ligne de défense

Rome, 9 décembre.

Le front actuel italien est fixé par le *Giornale d'Italia*, ainsi qu'il suit :

Moselle, au sud-est d'Asiago ; Bertige, hameau au sud de Sisemol ; Monte Valbela, au confluent de la rivière Valstagna, avec la Brenta.

A l'est de la Brenta, entre Brenta et Piave, le front s'élève légèrement au nord, jusqu'au col Berretta, touche au mont Pertica, puis aux pentes septentrionales du Grappa et du monte Comba, et rejoint enfin la Piave, près de Pederobba, puis il suit sur une brève distance, le cours du fleuve jusqu'aux collines de Montello, près desquelles la ligne du front s'abaisse vers la plaine, et va jusqu'à la mer en s'appuyant sur la rive droite du fleuve, qui est tout entière entre nos mains sauf près de l'anse de Zenzon.

Au sujet de la nouvelle ligne de défense, le *Corriere del Vicentino* écrit :

Le val Frenzela est devenu un fossé naturel entre nos positions et les positions autrichiennes. Nous croyons que la nature n'a jamais préparé comme moyen de défense en montagne, un abîme plus profond et plus dangereux. Il s'agit d'une véritable brisure de la montagne, brisure large de cinquante à deux cents mètres, et profonde de cent à sept cents mètres, avec des parois à pic, sur lesquelles les eaux ont accompli un séculaire travail d'érosion.

Ces parois sont couvertes par endroits de touffes de buissons. L'ennemi ne peut aborder de front une semblable position : c'est un fossé infranchissable, et, sur ce point notre ligne n'a rien à craindre.

Le moral des soldats italiens est excellent

New-York, 9 Décembre.

Dans une interview accordée au correspondant du *New-York Times*, le généralissime italien Diaz déclare que le moral de l'armée est maintenant splendide, et il ajoute :

« Nous commençons une nouvelle guerre. Tout le passé est oublié, et ce dont nos soldats s'enorgueillissent davantage, ils purent arrêter l'ennemi pendant longtemps, afin de permettre au secours d'arriver. Quant à l'avenir, j'ai confiance. »

Les exploits des aviateurs italiens

Paris, 9 Décembre.

Du 25 octobre jusqu'au 30 novembre, les escadrilles italiennes composées de 242 caproni ont accompli 40 raids et jeté sur les lignes ennemies 45 tonnes d'explosifs. Huit appareils ne sont pas rentrés et 32 pilotes et observateurs ont été perdus. Dans la même période, des dirigeables italiens ont lancé 14 tonnes de bombes au cours 14 bombardements effectués la nuit. Aucune perte n'a été à déplorer.

La Trahison russe

Les Austro-Allemands dirigent les opérations militaires des maximalistes

Stockholm, 9 Décembre.

On apprend ici, de source sûre, que les maximalistes sont dirigés dans leurs opérations militaires par des officiers allemands ou autrichiens. Six d'entre eux sont à l'état-major de Lenine. Voici d'ailleurs leurs noms : Major général von Waldenheim, lieutenant Dirschke, colonel baron de Trellen, lieutenant Zeidlitz, lieutenant comte Hugo von Korndorf, général Karl Ritzinger. Les cinq premiers sont Allemands et le dernier est Autrichien.

L'armistice

L'abandon du front par les soldats

Pétrograde, 9 Décembre.

D'après les journaux, l'exode des soldats vers l'intérieur devient considérable et est accompagné de nombreux excès et pillages.

Les soldats prennent les trains d'assaut, et malmènent les cheminots dont les plaintes continuent à affluer au Comité central de l'Alliance.

La reprise des négociations

Pétrograde, 9 Décembre.

Une nouvelle réunion pour la conclusion de l'armistice aura lieu le 12 décembre, derechef, à Brest-Litovsk.

Il n'y a encore aucune conclusion

Pétrograde, 9 Décembre.
(Source maximaliste).

A l'assemblée du Soviet de Pétrograde, les délégués autorisés pour les pourparlers relatifs à l'armistice ont fait un rapport dont la discussion a été remise.

La presse bourgeoise relate les faits comme si les bolcheviks abdiquaient sur tous les points. La presse des Soviets lui répond vivement, déclarant que le gouvernement des Soviets n'a conclu ni armistice ni paix contraire aux intérêts non seulement russes, mais des masses populaires des Alliés.

La Situation intérieure

Pillage du Palais d'Hiver

Pétrograde, 9 Décembre.

De source maximaliste, on annonce que malgré la garde, la foule et des soldats ont pillé les caves de vins du palais d'Hiver et se sont enivrés. Ils ont été dispersés par la force armée.

Schneourhr relevé de son commandement

Pétrograde, 9 Décembre.

Les journaux enregistrent l'émotion considérable qu'auraient provoquée dans les milieux maximalistes les révélations du journal *Den* sur le passé du lieutenant Schneouhr. Celui-ci aurait été rappelé du quartier général par l'Institut Smolny.

Que prépare le général Kaledine

Pétrograde, 9 Décembre.

Le *Den* de Pétrograde publie des renseignements de l'arrondissement du Don indiquant que le général Kaledine à Novotcherkask est dans une position d'attente. Dans tous les autres districts du Don, le pouvoir est aux mains des Soviets et de la Rada ukranienne. Dans les milieux approchant les Soviets on considère que Kaledine prépare une démonstration armée. Le gouvernement prend les mesures les plus énergiques pour réprimer ce mouvement.

Le sort de la Roumanie

Le communiqué roumain

Jassy, 9 Décembre.

Le communiqué officiel roumain d'hier signale seulement : « Calme sur tout le front ».

L'Amérique contre l'Allemagne

La question du fret et des transports

Washington, 9 Décembre.

Après de nombreuses conférences et de nombreux pourparlers, les directeurs des grandes Compagnies de chemins de fer ont déclaré, hier soir, qu'ils croyaient pouvoir résoudre la question complexe du fret et du transport, résultant des conditions normales créées par la guerre, si les Compagnies obtenaient du gouvernement une aide financière se montant à un milliard de dollars.

La proposition sera présentée par le président Wilson et le sénateur Newlands, président de la Commission commerciale.

Cette aide financière servirait aux Compagnies à accroître leur matériel. En outre, les Compagnies demandent la suspension ou la remise de toute législation prohibitive qui s'opposerait à leur action.

Si leurs demandes sont ratifiées, les Compagnies se font fortes de continuer leur exploitation sans intervention directe du gouvernement.

La Déclaration de guerre des Etats-Unis à l'Autriche

L'internement des Autrichiens

Washington, 9 Décembre.

Les fonctionnaires fédéraux et locaux ont commencé, hier, à rechercher les Austro-Hongrois, dans tous les Etats-Unis. La déclaration de guerre ajoute plus d'un million de personnes à la liste des ennemis.

De nombreux Autrichiens, suspects depuis longtemps, ont été arrêtés et seront internés s'ils ne convainquent pas les autorités de leurs intentions pacifiques.

La tâche sera considérable, dans les centres populeux miniers et sidérurgiques ou de nombreux Austro-Hongrois sont employés.

Il leur sera interdit d'approcher de plus de deux cents yards des jetées, docks, entrepôts et gares de chemins de fer.

Nouvelle proclamation de M. Wilson

New-York, 9 Décembre.

Les Etats-Unis sont entrés en guerre avec l'Autriche, hier, à 17 heures 3 minutes, quand le président eut signé la résolution collective votée par les Chambres.

Suivant les termes de cette résolution, le président a reçu le pouvoir de diriger et d'employer la totalité des forces de terre et de mer pour mener la guerre à une heureuse conclusion.

Le président Wilson lancera probablement aujourd'hui une proclamation dans laquelle il exposera les raisons qui ont motivé la déclaration de l'existence de l'état de guerre avec l'Autriche.

A la Chambre, la résolution fut votée par 361 voix contre une ; au Sénat, on émit l'opinion que la Turquie et la Bulgarie devaient être mentionnées dans la résolution ; mais par respect pour l'avis du président Wilson, on s'en tint au texte primitif.

UNE MANIFESTATION FRANCOPHILE A NEW-YORK

L'ambassadeur acclamé. — La France a sauvé l'âme du monde, dit Roosevelt

New-York, 9 Décembre.

M. Jusserand, ambassadeur de France, a assisté au banquet annuel de la Société de Pensylvanie, donné cette année en l'honneur de l'ambassadeur de France afin de rendre hommage à l'héroïsme de la France dans le conflit international.

M. de Billy, délégué général, et le personnel du haut commissariat, de nombreuses personnalités françaises assistaient à la cérémonie, ainsi que le colonel Roosevelt. Le banquet avait réuni un millier de convives. Il a constitué une manifestation d'enthousiasme à l'égard de la France et des Alliés.

M. James Beck, président de la Société, a prononcé un discours dans lequel il a salué la victoire de la France que les nations du monde entier respectent et admirent tandis qu'elles haïssent et méprisent l'Allemagne. M. Roosevelt a fait l'éloge de M. Jusserand et de la France qui, pendant trois ans, a combattu pour nous. Nous devons donner aux Alliés tout : argent, vivres, hommes. La France personnifie tout ce qui est aimable et valeureux : le brillant courage de ses filles est égalé seulement par le courage de ses fils sans peur. Jamais, dans toute l'histoire, on ne vit une aussi ferme loyauté que celle de la France, un tel dévouement à la patrie, une telle splendeur dans le devoir. La récompense de la France sera grande car elle a sauvé l'âme du monde (Applaudissements).

Le sénateur Lodge, membre de la Commission des Affaires extérieures du Sénat, prit ensuite la parole : songer à revenir au *statu quo*, ce serait simplement donner à l'Allemagne le temps voulu pour qu'elle reprenne souffle et se prépare à recommencer la guerre. La parole de l'Allemagne n'a aucune valeur. Les traités qu'elle signe sont de simples chiffons de papier.

M. Jusserand, qui s'est levé le dernier, a été l'objet d'une ovation triomphale. Il a déclaré qu'un grand pays devrait toujours avoir à l'étranger un grand représentant et qu'en sa personne, la France avait eu seulement un représentant dévoué. Puis, rappelant qu'au début de la guerre il se trouvait en France et assista à la mobilisation, l'ambassadeur flétrit en termes énergiques la politique brutale de l'Allemagne basée uniquement sur la force de soi-même et la peur qu'elle inspirait aux autres.

Parlant de la propagande allemande qui avait sévi avec intensité sur l'Amérique, l'ambassadeur ajouta que cette propagande ne l'avait jamais inquiété car il connaissait l'âme et la mentalité américaines et savait que sur cette âme les fausses histoires et les fausses situations ne pouvaient avoir aucune prise. La foi dans notre cause était aussi infinie, s'écria l'ambassadeur, que dans votre bon sens. Ma foi a été justifiée. Et puis, vous êtes une nation comme nous, une nation qui se souvient. Vous n'avez pas oublié 1778, qui est resté gravé dans vos cœurs. Nous n'oublierons jamais 1917, qui restera pareillement gravé dans nos cœurs, car c'est la date où l'Amérique est venue nous aider à gagner la bataille pour la liberté. Les assistants ont fait aux orateurs le plus chaleureux accueil.

On manifeste pour la Paix en Allemagne

Les ouvriers de Krupp sont mécontents

Amsterdam, 9 Décembre.

Le *Vorwaerts* annonce que, pour la seconde fois, les ouvriers d'Essen ont manifesté pour une paix de conciliation, le 19 novembre ; ils étaient au nombre de 7.000.

Le journal socialiste fait remarquer que ce chiffre est très significatif, si l'on considère que la moitié des ouvriers sont empêchés, par suite du travail continu dans les usines, de prendre part à toute réunion.

Les Troubles en Portugal

Le gouvernement renversé

Madrid, 9 Décembre.

On mande de Porto :

La révolution s'est terminée par le succès des révolutionnaires.

Le gouvernement de M. Affonso Costa a été renversé et on a constitué un gouvernement provisoire dont fait partie le docteur Sidonio Paès.

A Lisbonne, comme à Porto, la tranquillité règne actuellement.

A Porto, tous les spectacles sont cependant interdits.

Le Portugal continuera la guerre contre l'Allemagne

Londres, 9 Décembre.

Les événements qui se déroulent au Portugal ont pour principe l'opposition de certains partis, notamment le parti républicain unioniste, qui a pour chef le docteur Britocanacho, contre le parti démocrate, dirigé par Affonso Costa, qui détient le pouvoir depuis plus d'un an.

Un mouvement s'était organisé, sous la direction de M. Sidonio Paès, du colonel Rocadas, connu par de brillantes campagnes coloniales sous la monarchie, et de M. Soarez Branco, ancien ministre des Finances. Il a été appuyé par certains régiments de la capitale, contre lesquels la garde républicaine refusa de tirer. Le conflit est resté localisé dans une zone limitée de la ville, les autres quartiers restant à peu près calmes.

Un des premiers actes du gouvernement révolutionnaire, constitué par M. Sidonio Paès, a été de lancer une proclamation où il déclare vouloir rester fidèle à l'alliance avec la Grande-Bretagne et continuer la guerre contre l'Allemagne, à côté des Alliés.

Badajoz, 9 Décembre.

On mande de Lisbonne :

Les communications télégraphiques commencent à être rétablies.

Voici un résumé des événements :

Un mouvement militaire révolutionnaire contre les démocrates a triomphé. Les forces du gouvernement attaquèrent les positions révolutionnaires à Campélide, mais elles furent repoussées avec de fortes pertes, après quarante-huit heures de lutte. Le gouvernement se trouvant impuissant à dominer le mouvement, démissionna ; ses forces se rendirent et le président de la République accepta la démission du Cabinet Costa.

Les révolutionnaires publièrent alors le manifeste suivant :

« Les forces révolutionnaires, composées par presque toute la garnison de Lisbonne ont combattu pendant trois jours, retranchées dans le parc Edouard-VII, pour sauver la Patrie et la République, menacées par un gouvernement misérable, formé presque totalement par des monarchistes.

« Les révolutionnaires organiseront un Cabinet d'hommes sérieux et compétents. Nous affirmons solennellement que nous nous maintiendrons aux côtés de notre vieille alliée l'Angleterre et de tous nos autres alliés, nous engageant à maintenir tous les compromis internationaux de la nation portugaise ».

Les forces révolutionnaires furent dirigées par le commandant Sidonio Paès, qui a été chargé de la formation du Cabinet.

La garde républicaine, la garde fiscale et une partie de la marine se mirent du côté du gouvernement.

Pendant deux jours le croiseur *Vasco-de-Gama* et le destroyer *Guadiana* bombardèrent les positions révolutionnaires, sans résultat efficace. Les lignes télégraphiques fonctionnent mais difficilement, par suite des avaries qu'ont subi les réseaux.

Un communiqué officiel

Madrid, 9 Décembre.

Les journaux publient une note de la légation du Portugal à Madrid, déclarant qu'un mouvement républicain vient de se produire à Lisbonne et qu'il a renversé le Cabinet Affonso Costa. Un gouvernement provisoire s'est constitué sous la présidence de M. Sido-

---

Feuilleton du *Petit Provençal* du 10 Décembre

— 173 —

LE

Roman de Christiane

TROISIEME PARTIE

PÈRE ET FILS !

Ne pouvait-on supposer que cet oubli avait été voulu ?

Voici qu'elle frissonnait plus violemment encore.

Mais Inès parlait :

— Ne devez-vous pas tout de suite faire part à vos enfants de la bonne nouvelle que je vous apporte ?

— Si... Vous avez raison... murmura Christiane après cependant quelques secondes d'hésitation.

Elle disait encore :

Eux qui si souvent ont imploré mon pardon pour leur malheureux père vont être heureux. J'écrirai, dès ce soir, à Marc, qui est au régiment. Quant à Claudette, je vais la prévenir.

Elle appuya sur le bouton d'un timbre.

Et au domestique qui parut :

— Priez donc ma fille de venir ici à l'instant.

— Bien, madame.

Quelques minutes plus tard, Claudette, très pâle, apparaissait.

Elle avait pour Inès, dès l'entrée, un respectueux salut de la tête, puis elle se dirigeait aussitôt vers sa mère dont elle voyait l'extraordinaire émotion.

L'émotion joyeuse... que traduisaient les yeux brillants... les sourires... les larmes mêmes de la pauvre femme.

— Tu m'as fait demander, maman ?

— Oui, ma chérie... pour te mettre au courant sans tarder d'une nouvelle... d'une bonne nouvelle que m'apporte madame Marquisat...

La jeune fille se tournait vers Inès. Et, gracieusement :

— De tout mon cœur, je vous remercie, vous, madame, qui vous êtes faite la messagère de cette nouvelle.

Inès s'inclinait à son tour.

Et d'une voix qui tremblait :

— Ne me remerciez pas, mademoiselle, car je n'ai accompli là que mon devoir.

Cependant Claudette se penchait vers sa mère, si émue, si bouleversée par le bonheur, qu'elle pouvait à peine dire :

— Ton père, ma Claudette, est guéri... Bien plus, il n'est pas coupable de la faute que je croyais avoir le droit de lui reprocher.

— Ah... que je suis heureuse... heureuse... petite mère !

La jeune fille tombait dans les bras de Christiane... Elles s'étreignaient longuement.

Et bientôt, Claudette mise au courant d'une partie des événements qu'Inès venait de révéler, s'écrait :

— Alors c'est à M. Pierre que nous devons Marc et moi, la guérison de notre père ?

La créole eut un pâle, un doux sourire.

— C'est un peu aussi au chirurgien qui a accompli l'opération.

— Mais, c'est, dites-vous, M. Pierre qui a décidé cette opération... c'est lui qui l'a voulue ?

— En effet, mademoiselle.

— C'est donc lui qui est en vérité l'auteur... c'est à lui que doit aller notre reconnaissance.

Et sans essayer de réprimer le frisson qui la parcourait :

— C'est à lui qu'elle va... Vous le lui direz bien, madame.

Sur ses joues, en même temps qu'elle prononçait ces mots, une vive rougeur remplaçait la pâleur de tout à l'heure.

— Je le lui dirai, mademoiselle... et croyez que ce sera pour lui la meilleure des récompenses.

Claudette comprit-elle l'arrière-pensée que traduisaient ces paroles d'Inès ?

Peut-être, car un nouveau tressaillement la parcourut.

Puis se tournant encore une fois vers sa mère :

— Mais, dis-moi maman, nous allons tout de suite partir pour Paris. Nous allons toutes deux nous rendre dans cette maison de santé où mon père se trouve ?

Le front de madame Harley s'assombrit. Un reflet de secrète, de mystérieuse frayeur passa au fond de ses grands yeux.

Une hésitation singulière se lut sur son visage.

Elle s'était tournée vers Inès.

— Mon mari doit-il rester longtemps encore chez ce chirurgien ?

— Une quinzaine de jours au moins, madame.

— Tu vois bien, ajoutait Claudette ; nous ne pouvons pas pendant quinze jours le laisser seul. Maintenant que la raison lui est revenue, que penserait-il de nous ?

— C'est vrai, murmurait Christiane dont les mains s'agitaient nerveusement... dont les lèvres frémissaient.

Et sur son visage, à présent, se reflétait une véritable angoisse.

Claudette avait raison... Elles devaient toutes deux voler au chevet de Roger.

De Roger qui se demandait sans doute ce que sa femme et ses enfants étaient devenus.

... Qui devait se croire abandonné...

... Abandonné sans raison...puisqu'il ignorait tout ce qui s'était passé après la catastrophe d'autrefois...

... Toutes les souffrances... toutes les douleurs... endurées par les autres !

... Toutes les rancœurs... toutes les haines grandies !

Mais chez Servières ne couraient-elles pas un danger ?

Chez cet homme qui avait menacé Christiane autrefois ?

Dont le passé — ah ! elle n'en doutait plus à cette heure ! — était obscur... coupable... criminel même.

Des pensées contradictoires se heurtaient dans son cerveau.

Claudette... Inès elle-même s'étonnaient de cette hésitation qu'elle manifestait.

— Pense un peu, petite mère, disait encore la jeune fille, qui est là-bas, tout seul.

Mais Inès :

— Tout seul, non, mademoiselle... mon fils se rend chaque jour à la maison de santé. Il a pour votre père toutes les attentions... toutes les prévenances que vous pouvez souhaiter.

« Il veille à ce que des soins incessants lui soient donnés.

« Rassurez-vous donc.

Les roseurs aux joues de Claudette devenaient plus vives encore.

— Ah ! madame, comment nous acquitterons-nous jamais envers M. Pierre ?

— Pierre se souvient, mademoiselle, que votre mère, autrefois, par ses bons soins, par son dévouement incessant, contribua dans une très large mesure à faire de l'enfant chétif et délicat qu'il était le jeune homme robuste et fort qu'il est devenu. En accordant des soins empressés à votre père, il acquitte donc une dette qu'il avait contractée et à laquelle il n'a jamais cessé de songer.

— Ce sont là des paroles trop modestes, madame.

— Ce sont celles que mon fils prononcerait s'il était là.

Puis, après avoir regardé longuement la jeune fille, la créole, s'adressant aux deux femmes, dit encore, suivant ainsi un plan mystérieux qu'elle venait soudainement de se tracer :

— Je me permettrai, madame et mademoiselle, d'ajouter quelques mots à ce que je vous ai dit déjà. L'état de monsieur Darmont n'inspire plus aucune inquiétude. La guérison physique et morale est assurée. Mais la faiblesse du convalescent est naturellement assez grande. Il importe de prendre en ce moment de grandes précautions.

« D'après ce que m'a dit Pierre, monsieur Darmont croit à votre mort. Mon fils, lorsqu'il s'en est rendu compte, n'a pas osé lui révéler la vérité, de crainte de provoquer en lui une émotion trop violente.

« Votre arrivée lui en causerait une plus forte encore. Cette émotion pourrait lui être fatale. Il faut la lui éviter.

(La suite à demain.) PAUL ROUGET.

nio Paès, ancien ministre des Travaux Publics. Cette note a été transmise à la légation portugaise par le gouvernement provisoire.

L'ambassadeur d'Espagne à Lisbonne fait savoir que, par suite des graves événements qui se sont produits dans la capitale du Portugal, les spectacles sont suspendus et les journaux ne paraissent pas. Le gouvernement provisoire est constitué par des éléments unionistes.

Les Poursuites contre M. Charles Humbert

Le sénateur de la Meuse quitte le « Journal »

Paris, 9 Décembre.

En dehors de la démission des rédacteurs du *Journal*, dit l'*Homme Libre*, le personnel administratif a mis M. Humbert en demeure de quitter le *Journal* ou de répondre à un certain nombre de questions devant tout le personnel assemblé. M. Humbert répondit en donnant l'assurance qu'il allait partir sans esprit de retour, ce qu'il fit en effet. Dans ces conditions, la rédaction consentit à assurer la publication du *Journal*, qui paraît sans que le nom de M. Humbert figure sur la manchette.

Paris, 9 Décembre.

Dans le *Journal*, M. Ch. Humbert écrit :

Le *Journal* passe en d'autres mains. J'ai signé, le 1er décembre, l'acte qui en donnait le contrôle à M. Henri Letellier et, conformément à ce qui était convenu entre nous, mon nom cesse, dès aujourd'hui, de figurer dans sa manchette. M. Henri Letellier, qui sut, en temps de paix, faire cette maison grande et prospère, lui maintiendra le caractère qui convient aux temps graves que nous traversons. Engagé moi-même dans une bataille dont mon honneur est l'enjeu, j'ai cru que je ne devais pas laisser rejaillir sur lui les éclaboussures dont me poursuivent actuellement tant de haines et de passions déchaînées. Si j'ai été trompé deux fois, je l'ai été dans des conditions où devait infailliblement l'être le patriotisme le plus vigilant. Ma conscience est sans reproche, mais j'ai déclaré trop souvent qu'en temps de guerre l'erreur d'un chef est sans excuse pour hésiter un instant à m'appliquer ma propre loi.

La Propagande défaitiste en Italie

Arrestations, perquisitions et condamnations

Rome, 9 Décembre.

Des mesures énergiques continuent à être prises pour réprimer tout ce qui serait de nature à affaiblir si peu que ce soit la résistance intérieure et à compromettre les résultats de l'héroïsme des troupes. A Milan, les perquisitions effectuées dans les bureaux de l'*Avanti* ont été suivies de deux arrestations, celle du secrétaire de la section socialiste, M. Bruno Fortichiari, et celle de M. Amilcare Storchi, rédacteur à l'*Avanti*. C'est d'ailleurs ce dernier personnellement que visaient les perquisitions opérées dans les bureaux de l'*Avanti*.

On dit que l'autorité aurait en main la trame d'un commerce de faux passeports pour favoriser la désertion. Plusieurs personnes seraient impliquées dans l'affaire, notamment deux employés des chemins de fer. Les autorités civiles rivalisent avec les autorités militaires pour la répression de tout abus. C'est ainsi qu'à Carbone, après accord pris entre les autorités militaires et civiles, des recherches furent entreprises dans la zone interurbaine et spécialement sur la montagne Casale, recherches qui aboutirent à plusieurs arrestations.

A Rome, outre l'arrestation du publiciste Aldo Chierici, pour propagande contre la guerre, des condamnations sévères furent prononcées contre des agents défaitistes. Un certain Dati Costore a été condamné à sept mois de reclusion pour avoir dit : « Nous avons cinq millions d'Allemands sur notre front ». Un autre, Gianelli Carmelo, prêtre mobilisé dans les services sanitaires, surpris au moment où il écrivait sur un mur : Vive la paix ! a été condamné à six mois de prison en bénéficiant de circonstances atténuantes pour faiblesse mentale.

La Guerre sous-marine

Contre-torpilleur américain torpillé

Washington, 9 Décembre.

Le contre-torpilleur américain *Jacob-Jones*, a été torpillé et coulé dans la zone de guerre, jeudi dernier. Une grande partie de l'équipage a péri.

Le capitaine du destroyer *Jacob-Jones* est le frère de Mme Daniels, dont le mari est secrétaire pour la Marine. La liste des survivants ne porte pas le nom du capitaine.

Le contre-torpilleur américain *Jacob-Jones* qui vient d'être coulé dans la zone de guerre, avait été lancé en 1914. Son déplacement était de 1.100 tonnes et sa vitesse de 31 nœuds. Il avait 83 mètres de longueur, 9 mètres 30 de largeur et 2 mètres 90 de tirant d'eau. Son armement comprenait : 4 canons de 100 m/m, 2 canons de 37 m/m, 4 tubes lance-torpille de 533 m/m.

Mouvement judiciaire

Paris, 9 Décembre.

Par décret, sont nommés :

Juge au tribunal de Grenoble, sur sa demande, M. Escoffier, juge au tribunal de Valence; conseiller à la Cour d'Appel d'Aix, M. Bringuier, président du tribunal de Saint-Pons; juge au tribunal de Marseille, sur sa demande, M. Lehec, juge au tribunal d'Alger; juge au tribunal de Marseille, M. Prieur Abel-Urbain, avocat.

Est chargé, pour trois ans, des fonctions de l'instruction au Tribunal de Marseille, M. Lehec, nommé juge au siège.

Sont nommés :

Conseiller à la Cour d'Appel de Bastia, M. Barsa, substitut du procureur général près la dite Cour; substitut du procureur général près la Cour d'Appel de Bastia, M. Ghilini, juge d'instruction au tribunal de Bastia; juge au tribunal de Bastia, M. Grimaldi, substitut du procureur de la République près le dit tribunal; substitut du procureur de la République près le tribunal de Bastia, M. Giudicelli, juge suppléant au tribunal de Corte; substitut du procureur de la République près le tribunal d'Ajaccio, sur sa demande, M. Donati, juge d'instruction au tribunal de Bougie; juge au tribunal de Sartène, M. Bianchi Antoine, avocat; juge suppléant, non rétribué, au tribunal de Calvi, M. Taddei Dominique, avocat; président du tribunal d'Abbeville, sur sa demande, M. Davet, président du tribunal d'Alais.

Aux Concerts Classiques

A défaut d'un orchestre complet, l'Association artistique pour son concert de réouverture, nous donnait, hier, la pure joie d'entendre la Société moderne d'instruments à vent et d'applaudir les remarquables instrumentistes qui la composent : MM. Louis Gaudard, Marcel Moyse, Edmond Entraigue, Edouard Flament et Jean Guyot. Bien qu'une chaude intimité eût été préférable pour savourer davantage les exquises délicatesses portées au programme — les délicieuses compositions signées Pfeiffer, tels que *Muscite* et *Pastorale*, le *Caprice* sur des airs danois et russes de Saint-Saëns, l'*Andante* et *Scherzo*, de A. Deslandres — le public résista héroïquement contre l'atmosphère réfrigérante de l'immense salle Pratt pour admirer sans réserve ces artistes d'élite qui interprétèrent tous ces morceaux dans un style impeccable, avec un fini d'exécution tenant du prodige.

Ce premier concert s'agrémentait aussi de la présence de M. Charles Tournemire, l'excellent organiste de Sainte-Clotilde, de Paris. Il se fit justement apprécier dans des œuvres bien faites pour faire ressortir et son impeccable maîtrise et sa virtuosité : *Fantaisie* et *Fugue* de S. Bach, le superbe 3e *Choral* en si mineur, de César Franck, l'impressionnante *Fugue* en *do* majeur, de Buxtehude, l'admirable *Toccata*, de Frescobaldi. M. Tournemire nous fit entendre, en outre, quelques œuvres de son cru, — « de sa fabrique », comme il l'annonça lui-même, — et dont l'*Adagio* et les *Improvisations* ne furent pas les moins admirées. — *Ch. Varigny.*

Un Crime rue du Saule

Cette nuit, vers minuit, des jeunes gens passant rue du Saule, trouvèrent, sur le trottoir, devant la porte du n° 4, le corps ensanglanté d'un homme paraissant âgé de trente ans environ.

A cause de l'obscurité, aucune constatation ne pouvant être faite sur place, le cadavre fut transporté au poste de police de la rue Tapis-Vert. Dans les poches du défunt on trouva alors deux portemonnaies vides, deux clés, un couteau de poche, une somme de 1 fr. 35, et un portefeuille contenant divers papiers au nom de Ali Amar, 28 ans, ayant demeuré rue des Chapellers.

L'infortuné avait reçu un coup de poignard au côté gauche du cou. La carotide avait dû être sectionnée, ce qui avait provoqué une mort rapide.

On ignore tout des circonstances de ce crime qui paraît être attribué à une vengeance. M. Bertani, commissaire de police, en a aussitôt avisé la Sûreté.

Souscrivez à l'Emprunt ! Le champ de bataille n'est pas seulement sur la ligne de feu : il est dans l'âme de la nation tout entière qui doit être aussi courageuse et aussi résolue que le front.

Notules Marseillaises

Poupées et Santons

La poupée française est en pleine renaissance. Depuis que les poupées de Nuremberg ont été expurgées de nos bazars, le jouet artistique réapparaît. Cette renaissance correspond à la renaissance du régionalisme et déjà des artistes ont créé des poupées bretonnes, auvergnates, alsaciennes.

Quand donc aurons-nous la poupée provençale ? Nous avons, chez nous, un embryon de ce jouet : le santon. Des artistes, que l'on n'a pas assez fait connaître, ont modelé dans l'argile de délicieuses figurines : ne pourraient-ils développer leur art pour agrandir ces figures à la taille des poupées. Modeleurs d'argile, ils pourraient tout aussi bien tailler le bois ou ciseler les moules pour couler les têtes de porcelaine !

Les modeleurs de santons provençaux — dont la foire annuelle vient de s'ouvrir — ne pourraient-ils eux aussi collaborer à la poupée française ?

Chronique Locale

Retraites ouvrières et paysannes. — Les assurés des deux sexes, doivent échanger régulièrement leur carte annuelle, dans les huit premiers jours du mois qui suit celui de l'anniversaire de leur naissance.

Les assurés, nés pendant le mois de novembre, qui ne se sont pas encore présentés au service municipal des retraites ouvrières et paysannes, rue de la Loge, 10, sont invités à y passer au plus tôt afin de déposer leur carte annuelle; il leur sera remis en échange une nouvelle carte valable pour l'année courante.

Les cartes des militaires mobilisés doivent aussi être déposées pour l'échange annuel, même si aucun timbre n'y est apposé.

Les arrestations. — Le service de la police spéciale des ports a mis en état d'arrestation, hier, les nommés Victor Vonier, Charles-Pêcher et Benedetto Riziere, âgés de 17 ans, inculpés de nombreux vols à bord de navires amarrés dans les ports de Marseille.

Une vitrine cambriolée. — La vitrine du magasin le Printemps, rue du Jeune-Anacharsis, a été cambriolée, hier, par un malfaiteur inconnu. Elle a été complètement vidée de la lingerie fine qui y était déposée et qui est évaluée à 600 fr. environ.

Mortel accident de tramway. — Près de chez elle, avant-hier soir, vers 8 h. 30, Mme veuve Rosso Carlotta, 80 ans, demeurant chemin du Rouet, 74, était heurtée par le tramway, 567, Joliette-Rouet. La pauvre femme disparut sous le lourd véhicule, piloté par le wattman Petit Jean. On la retira dans un état lamentable, et elle succombait quelques minutes plus tard dans une pharmacie voisine où elle avait été transportée. La famille a réclamé le corps de la malheureuse.

Les vols. — A l'aide de fausses clefs, avant-hier soir, des malandrins ont pénétré chez Mme veuve Texier, place de Rome, 7. Ils s'y sont emparés de 1.000 francs de bijoux et d'une somme de 375 fr.

Dans la nuit, par effraction, d'autres malfaiteurs se sont introduits dans le garage de M. de Queylar, avenue du Prado, 317, et s'y sont emparés de trois magnétos valant 2.000 francs.

Agresseur pincé. — Avant-hier soir, quai du Port, le travailleur colonial Embareck ben Mohamed, 20 ans, était assailli par un Algérien qui lui enlevait un portefeuille contenant 400 francs et s'enfuyait. Embareck chercha la police. Peu après, le même individu était arrêté au moment où il venait de dérober 125 fr. à un marin anglais. C'est un nommé Mustapha ben Mohamed, qui a été écroué. Mais il avait fait passer l'argent à un complice qui est recherché.

Autour de Marseille

AIX. — *Coopérative des agents du P.-L.-M.* (en formation). — Les employés et ouvriers en activité et en retraite, en résidence à Aix, ainsi que les agents d'Aix à Rognac, d'Aix à Salon, d'Aix à Pertuis, d'Aix à Carnoules et Septèmes, sont priés d'assister à la réunion préparatoire pour la formation de la Société coopérative de consommation qui aura lieu à la Mairie (salle des mariages), mercredi, 12 décembre, à 8 h. 30 du soir. Les dames sont spécialement invitées à cette réunion.

Théâtre municipal. — Par suite de l'indisposition d'artistes la représentation de *Manon* qui devait avoir lieu ce soir, est renvoyée à une date ultérieure. Ce n'est que partie remise.

Déraillement du Tramway Cannes-Grasse

Vingt-cinq blessés

Nice, 9 Décembre.

Le tramway de Grasse à Cannes, lancé à grande vitesse dans une descente rapide, est allé s'écraser contre le mur d'une propriété du quartier des Abattoirs. Il y a vingt-cinq blessés dont quelques-uns grièvement.

Marseille et la Guerre

La loi sur les pensions aux réformés n° 1

L'Amicale des Réformés n° 1 vient d'adresser à MM. Lefas, président de la Commission des pensions ; Bonnevay et Bouisson, députés, le télégramme suivant :

L'Amicale des réformés n° 1, Brasserie du Chapitre, Marseille, demande les modifications suivantes à la loi sur les pensions :

A l'article 2, la suppression du délai de 60 jours, un militaire pouvant être blessé accidentellement ou contracter une maladie dès les premiers jours d'incorporation; 2° que le délai de 6 mois pour le recours à pension ou gratification soit porté à un an, minimum acceptable; 3° droits généraux égaux pour gratifiés comme pensionnés, reversibilité dans tous les cas.

A l'article 3, le maintien à 5 ans du délai imparti pour la transformation de la gratification en pension.

Syndicat des Dames du Marché central

La 168e souscription des dames du marché central a produit 107 fr., qui ont été répartis comme suit : 25 fr. à M. le maire; le restant a été converti en fruits qui ont été distribués dans les établissements sanitaires ci-après : hôpital de la Barnière, Capelette; hôpital de la rue du Platane; la Ruche, à Saint-Joseph; la Jouvène, à La Valentine; la Baume Légère, à Saint-Jean-du-Désert; hôpital Saint-Pierre. En outre, des fruits ont été distribués aux militaires convalescents en promenade chez Monier, à la Plage.

Comité de secours aux dockers mobilisés

Le Comité nous communique :

Résultat des versements des 6 fr. 10 : dockers, ensacheurs, charbonniers, chargeurs, dit de l'administration Bertrand, int. (personnel de M. Bure, débarquement des moutons), contremaîtres, chefs d'équipes et pointeurs, de divers chantiers, du 5 au 9 décembre, 1.123 fr. 90; distribué, 2.025 fr.

De la souscription de M. Arnaud, chef de mouvement, trafic môles, des contremaîtres, chefs d'équipes et porteurs, 161 fr. 50.

De M. Grange, chef d'exploitation, trafic docks, des contremaîtres, chefs d'équipes et pointeurs, 148 fr. 50, qui déjà versent les 6 fr. 10 sur leurs journées de salaire, donnant ainsi l'exemple de la solidarité à ceux des nôtres; et il y en a malheureusement encore, qui hésitent à faire ce modeste sacrifice pour leurs camarades mobilisés. Total des encaissements à ce jour : 91.963 fr. 25.

Nos remerciements pour nos pollus. — Le trésorier, MANOT.

Dans les P. T. T.

Le total des sommes versées par le personnel des P. T. T. des Bouches-du-Rhône, depuis le début de la guerre s'élève à 261.459 fr. 20.

Les 3.495 francs du mois de novembre 1917 ont été employés comme suit.

Comité Edgar-Quinet, 100 fr.; envoi de vêtements dans les dépôts, 1.000 fr.; secours aux familles du personnel mobilisé et non commissionné, 1.335 fr.; veuves de la guerre, 200 fr.; subvention à la fondation des convalescents (La Jouvène), 100 fr.; aux orphelins de la guerre, 250 fr.; Comité de secours aux soldats, 100 fr.; Nos Soldats, 100 fr.; secours divers, 60 fr.; Œuvre de protection des orphelins des P. T. T., 250 fr.

DE 9 HEURES DU SOIR A 4 HEURES DU MATIN

DERNIERES DEPÊCHES DE LA GUERRE

PAR FIL SPECIAL

LA GUERRE EN ORIENT

Sur le Front de Macédoine

Communiqué officiel français

Paris, 9 Décembre.

Communiqué de l'armée d'Orient du 8 décembre :

Activité intermittente d'artillerie dans le secteur du Vardar et dans la région de Monastir, où le tir de nos batteries a déterminé une explosion dans les lignes ennemies.

EN MESOPOTAMIE

Elections pour la Constituante

Le Caire, 9 Décembre.

L'émir de Mohammora (Mésopotamie) a réuni sous sa présidence une assemblée constituante, pour étudier l'organisation à donner à son émirat.

Cette assemblée vient de terminer ses travaux, et un édit souverain de l'émir proclame les résultats acquis.

Il invite les populations arabes, persanes, israélites et sabéennes, ainsi que les tribus nomades qui lui sont soumises, à procéder à des élections générales pour la constitution d'une représentation générale chargée d'élaborer les lois et de veiller à leur exacte application.

La Situation militaire

Paris, 10 Décembre, 1 h. 50.

L'accalmie se maintient sur l'ensemble du front. Dans la zone britannique, les batteries allemandes se sont montrées actives dans les secteurs de Cambrai et d'Ypres ; mais les engagements d'infanterie n'ont pas dépassé l'importance de coups de main.

Sur le front français, en dehors d'une tentative assez sérieuse vers Bezonvaux, qui a valu à l'ennemi des pertes assez lourdes, on ne signale que des rencontres de patrouilles ou des engagements d'avant-postes.

Sur le front italien, l'activité de l'artillerie s'est intensifiée par intermittence, sans être suivie d'aucune attaque austro-allemande. Les troupes franco-anglaises sont maintenant en ligne, et le communiqué de nos alliés signale qu'une patrouille française a fait ses premiers prisonniers autrichiens sur le front italien.

LES EVENEMENTS DE PORTUGAL

La tranquillité est rétablie

Madrid, 9 Décembre.

Le ministère des Affaires Etrangères a reçu du ministre d'Espagne à Lisbonne un télégramme daté du 8 décembre, et ainsi conçu :

La tranquillité est rétablie, quoique quelques coups de feu soient encore échangés dans les rues.

La circulation des tramways et des voitures est toujours suspendue.

Le Comité révolutionnaire a publié un manifeste suivant lequel il déclare que le gouvernement se constituera avec des hommes sérieux et amis de l'ordre, qui sauront maintenir l'alliance avec l'alliée séculaire, l'Angleterre, et avec les autres pays de l'Entente aux côtés desquels le gouvernement portugais continuera la guerre contre l'Allemagne.

Le premier acte du gouvernement a été de mettre en liberté M. Machado Santos, en tenant compte que celui-ci a été le fondateur de la République.

Il est probable que M. Machado Santos fera partie du nouveau Cabinet.

Le manifeste fait mention également de la présidence de la République actuelle, et dit que le président reste pour le moment à son poste. Il semble qu'un Cabinet militaire sera constitué ayant M. Simonie Paez comme président, quoique naturellement, le développement des événements soit difficile à prévoir.

Les hostilités ont cessé dans la nuit du 7 décembre, dès que le Cabinet Costa eut démissionné. Le télégramme ajoute que ces nouvelles ont été communiquées par le ministre des Affaires Etrangères démissionnaire.

Les arrestations

Madrid, 9 Décembre.

On mande d'Oporto que la tranquillité règne dans cette ville. Le préfet et la Junte des commerçants ont tenu une réunion pour chercher à résoudre le problème de la cherté des vivres.

M. Affonso Costa et sa famille ont gagné en toute hâte Oporto par train spécial, la nuit dernière. Des officiers d'infanterie ont arrêté MM. Baffoens et Costa Soarès, anciens ministres, et les ont enfermés à la caserne principale. Les arrestations continuent. Parmi les personnes arrêtées se trouve le chef de la police.

Les Evénements militaires d'après les Bulletins ennemis

COMMUNIQUE ALLEMAND

Genève, 9 Décembre.

Le communiqué allemand sexprime ainsi :

THEATRE OCCIDENTAL. — Dans quelques secteurs du front des Flandres, au sud de la Scarpe, ainsi qu'entre Moeuvres et Panteux, de violents combats d'artillerie se sont engagés dans l'après-midi. Sur le reste du front occidental, l'activité de combat est restée très faible.

THEATRE ORIENTAL. — Rien à signaler.

FRONT DE MACEDOINE. — Au nord-ouest du lac de Doiran, plusieurs compagnies ennemies qui cherchaient à s'approcher des avant-postes bulgares ont été repoussées par le tir des Bulgares.

FRONT ITALIEN. — L'activité de l'artillerie s'est intensifiée par intermittence entre le Monta et sur le Montello.

COMMUNIQUE AUTRICHIEN

Berne, 9 Décembre.

Le communiqué autrichien est ainsi libellé :

THEATRE ITALIEN. — En Vénétie, sur certains points, lutte d'artillerie assez vive.

L'Espagne autorise la Sortie des navires

Madrid, 9 Décembre.

Le gouvernement vient d'accorder le permis de navigation à 10 vapeurs et 11 voiliers.

Ces navires partiront incessamment de Barcelone, à destination de Marseille, de l'Angleterre et des Etats-Unis.

La Guerre sous-marine

Le torpillage d'un contre-torpilleur américain

Londres, 9 Décembre.

On mande de Washington aux journaux :

Le département naval annonce que le capitaine du contre-torpilleur *Jacob-Jones* a été sauvé, ainsi que 43 officiers et marins.

Un coup de main ennemi est repoussé au nord d'Anizy-le-Château

Communiqué officiel

Paris, 9 Décembre.

Le gouvernement fait, à 23 heures, le communiqué officiel suivant :

Nous avons repoussé un coup de main ennemi au nord d'Anizy-le-Château.

Actions d'artillerie assez vives dans la région de Sapigneul, dans la région de Maisons-de-Champagne et sur la rive droite de la Meuse.

Aucune action d'infanterie.

Communiqué anglais

9 Décembre, 22 h. 30.

Sur le front de bataille de Cambrai, la journée a été marquée par des engagements entre nos avants-postes et des petits détachements ennemis à l'ouest de Graincourt. Activité de l'artillerie allemande en un certain nombre de points.

Une tentative de coup de main ennemi a échoué la nuit dernière au sud de Lens. Nous avons fait un certain nombre de prisonniers.

Recrudescence d'activité de l'artillerie allemande dans le secteur de Messines.

La pluie a arrêté hier les opérations aériennes jusqu'à l'après-midi, au cours de laquelle nos pilotes ont pu faire du réglage et des reconnaissances. Des bombes ont été jetées sur les cantonnements ennemis et un grand nombre de cartouches de mitrailleuses tirées sur des objectifs à terre. Deux de nos appareils ne sont pas rentrés.

Communiqué belge

Le Havre, 9 Décembre.

Au cours de la nuit du 7 au 8 décembre, un fort détachement ennemi a attaqué un de nos postes près de Oud-Stuyvekens-Kerke, après préparation d'artillerie. L'opération échoua complètement, grâce aux tirs de mitrailleuses et à nos barrages d'artillerie qui dispersèrent complètement le parti adverse.

La journée du 8 a été marquée par une faible activité d'artillerie. Pendant la nuit du 8 au 9, nous avons bombardé les organisations ennemies des régions de Dixmude et de Kippe en représailles de quelques tirs effectués sur nos communications.

Le 9, activité moyenne d'artillerie.

La Trahison russe

Le mouvement contre les maximalistes Une proclamation des commissaires du peuple

Pétrograde, 9 Décembre.

Le Soviet des commissaires du peuple adresse une importante proclamation à toute la population, aux députés des Soviets, des travailleurs et des paysans. A travers la paraséologie habituelle aux communications des maximalistes, on apercevra l'inquiétude que trahit cette proclamation et l'aveu qu'une partie importante de la Russie, militaires, paysans ou bourgeois, est prête à se coaliser pour s'opposer à la dictature maximaliste.

La proclamation signale, en effet, que les généraux veulent se servir des classes laborieuses comme d'une arme pour atteindre leurs buts criminels. Elle constate l'état de guerre dans la région du Don, les menaces d'interdire aux blés de Russie le ravitaillement de Pétrograde. Elle parle de dizaine de millions mis à la disposition des généraux hostiles au Comité maximaliste. Elle déclare que la révolution est en danger et annonce la mise en état de siège des provinces de l'Oural, du Don, etc.

En somme, il paraît résulter de cette proclamation que la Russie loin d'être entièrement aux maximalistes, est purement en état de guerre civile.

En voici le texte :

A toute la population, aux députés des Soviets des travailleurs, des soldats et des paysans.

Au moment où les représentants des Soviets des travailleurs, des soldats et des paysans engageaient des pourparlers pour obtenir une paix digne au pays fatigué, les ennemis du peuple, les impérialistes, les propriétaires, les banquiers et les alliés, les généraux cosaques commencèrent leur dernière tentative pour défaire notre œuvre de paix, arracher le pouvoir des mains des Soviets, la terre des mains des paysans, et obliger les soldats, les marins et les cosaques à verser leur sang au profit des impérialistes russes et alliés.

Kaledine sur le Don, Doutof sur la Ourtlia (?) ont levé l'étendard de la révolte. La bourgeoisie des cadets leur donne les moyens nécessaires pour lutter contre le peuple. Rodzianko, Milioukoff, Goutchkoff, Konovaloff veulent reconquérir le pouvoir et, avec l'aide de Kaledine, de Korniloff et Doutoff, ils veulent se servir des classes laborieuses comme d'une arme pour atteindre leur but criminel. Kaledine a déclaré l'état de guerre dans la région du Don. Il empêche le pain d'arriver sur le front et réunit des forces pour menacer Ekaterinoslav, Kharkoff et Moscou. Korniloff est arrivé à son secours après s'être échappé de prison.

Ce même Korniloff qui, au mois de juin, a rétabli la peine de mort et a marché sur Pétrograde, révolutionne à Orembourg. Doutoff a fait arrêter les plénipotentiaires du Comité révolutionnaire et cherche à s'emparer de Tcheliabinsk pour empêcher le blé de Sibérie d'arriver au front. Karaouloff menace Tchetchensen.

Au Caucase, le Comité central du parti des cadets forme l'état-major politique de ce soulèvement. La bourgeoisie apporte des dizaines de millions aux généraux contre-révolutionnaire pour leur œuvre criminelle contre le peuple et contre son pouvoir.

Le Comité central bourgeois de la République de l'Ukraine mène la lutte contre les Soviets de ce pays, aide Kaledine à grouper ses armées sur le Don et empêche l'autorité du Soviet d'envoyer les forces nécessaires pour protéger le peuple frère de l'Ukraine contre les tentatives d'étouffement de Kaledine. Les cadets sont les pires ennemis du peuple. Ce sont eux qui ont préparé avec les capitalistes de tous les pays, ce carnage universel. Ce sont eux qui inspirent leur généraux Kaledine, Korniloff et Doutoff, afin de les aider à écraser le peuple. Ouvriers, soldats, paysans, la révolution est en danger !

Il s'agit d'abattre les ennemis criminels du peuple. Il s'agit de faire sentir aux conspirateurs contre-révolutionnaires, aux généraux cosaques, aux cadets, leurs inspirateurs, la main de fer du peuple de la révolution. Le Soviet des commissaires du peuple a pris ses dispositions pour envoyer les troupes nécessaires contre les ennemis du peuple.

Le mouvement contre-révolutionnaire sera étouffé. Les coupables seront châtiés. Le Soviet des commissaires du peuple leur infligera le châtiment que mérite leur crime.

En conséquence, le Soviet des commissaires du peuple décide :

1° Les provinces de l'Oural, du Don et autres endroits où agissent les contre-révolutionnaires sont déclarés en état de siège ;

2° La garnison locale révolutionnaire devra agir avec la plus grande énergie contre les ennemis du peuple, sans attendre les ordres supérieurs ;

3° Toutes tentatives de pourparlers ou de conciliation avec les contre-révolutionnaires sont sévèrement interdites ;

4° Toute coopération de la population ou du personnel du chemin de fer avec les contre-révolutionnaires sera punie avec toute la rigueur des lois révolutionnaires ;

5° Tout complot sera puni par les lois ;

6° Tout travailleur cosaque qui voudra s'affranchir du joug de Kaledine, de Korniloff ou de Doutoff, sera considéré comme un frère et sera assuré de la protection nécessaire de la part du Soviet.

Le Soviet des commissaires du peuple.

Les conditions de l'armistice

Pétrograde, 9 Décembre.

Les *Isvestia* publient les conditions proposées par la délégation russe aux délégués ennemis dans la séance du 4 décembre, à Brest-Litovsk.

Les représentants russes ont demandé que les hostilités ne soient reprises que soixante-douze heures après la rupture des négociations de paix, que tout transport de troupes soit arrêté, que les flottes quittent le golfe de Riga et les eaux de Moon-Sund, et que ces îles soient évacuées et neutralisées.

Comme on le sait, l'armistice provisoire conclu jusqu'à la reprise des pourparlers, autorise le transport de troupes, à condition qu'il ne s'agisse que d'effectifs ne dépassant pas une division.

Le gouvernement maximaliste et les emprunts étrangers

Paris, 9 Décembre.

Ainsi qu'on le sait, les commissaires du peuple maximalistes, à Pétrograde, ont publié, sans entente préalable, une série d'arrangements conclus par le gouvernement russe avec les puissances étrangères et que les gouvernements signataires n'avaient pas cru, jusqu'ici devoir rendre publics. Ils ont déclaré qu'ils entendaient se considérer comme dégagés des obligations contractées par la Russie aux termes de ces accords.

D'après certaines informations reçues, hier, par les journaux anglais, les commissaires du peuple songeraient également à répudier les emprunts contractés par la Russie à l'étranger. Le gouvernement français considère que les engagements financiers, pris antérieurement, au nom de la Russie, sont indépendants des changements de régime, qui sont survenus ou qui pourront survenir dans ce pays et que, par suite, ils s'imposent et s'imposeront à tous ceux qui représenteront la Russie. D'ores et déjà, nous pouvons annoncer que les coupons russes à échéance de janvier 1918, seront payés comme précédemment.

Le Tsar s'est-il évadé ?

Washington, 9 Décembre.

Le consul américain à Tiflis rapporte le bruit, non confirmé, que l'ancien tsar se serait évadé.

La Finlande République indépendante

Un appel à la France

Helsingfors, 9 Décembre.

Le président du Sénat finlandais vient de transmettre au gouvernement français, ainsi qu'aux autres gouvernements alliés, une déclaration dont voici le résumé :

La Diète finlandaise, se fondant sur l'article 38 de la loi fondamentale de 1772, a décidé d'assumer le pouvoir souverain et, en conformité, désigne un Sénat exécutif. En vertu de cette décision le chef du gouvernement finlandais vient de soumettre à la Diète un projet de loi constitutionnelle instituant la Finlande république indépendante.

Se référant aux principes proclamé par les puissances, du droit de tous les peuples de disposer d'eux-mêmes, le président du Sénat déclare solennellement, au nom du gouvernement finlandais, que le peuple de Finlande a le droit et le devoir de prendre en main ses destinées et de solliciter des puissances étrangères la reconnaissance de son indépendance.

La Russie n'a plus de gouvernement, ses représentants ayant cessé d'exercer leurs fonctions. En Finlande, aucune autorité russe légale n'y subsiste plus. Les troupes stationnées dans le pays sèment la terreur et poussent au crime les éléments révolutionnaires de la population. L'anarchie en Russie oblige le peuple finlandais à se dégager dès maintenant de toute dépendance envers la Russie. Enfin, une famine imminente menace la Finlande.

Dans ses conditions, le gouvernement finlandais, ne pouvant plus en appeler aux puissances alliées par l'entremise du ministre des Affaires Etrangères russe, puisque le Conseil des commissaires du peuple n'a pas été reconnu, le seul moyen de sauver la Finlande de la famine et de l'anarchie, est de la déclarer Etat souverain. Ensuite, elle pourra prendre contact avec les autres Etats et sortir de son isolement.

Se fondant sur les généreuses déclarations du gouvernement français sur le droit des petits peuples à la souveraineté nationale, le Sénat finlandais demande respectueusement au gouvernement de la République française, qu'il veuille bien reconnaître la République finlandaise et autoriser l'envoi à Paris d'une délégation.

L'Entente n'y est pas hostile

Paris, 9 Décembre.

En principe, dit le *Temps*, on n'aperçoit aucune raison pour que les Alliés soient hostiles à l'indépendance de la Finlande. Le peuple finlandais a souvent donné la preuve de sa maturité politique. La démocratie russe de son côté a manifesté les intentions les plus libérales envers toutes les nationalités autrefois gouvernées par le tsar.

D'autre part, si l'on se reporte au précédent de 1905 (séparation de la Norvège d'avec la Suède) on constate que les puissances n'ont officiellement reconnu l'existence du nouvel Etat qu'après la conclusion d'un accord entre lui et la Suède.

Si l'on voulait se conformer à ce précédent, la reconnaissance de l'indépendance finlandaise ne pourrait avoir lieu officiellement qu'après la conclusion d'un accord entre la Finlande et la Russie. Mais la guerre actuelle crée des situations sans précédent et la Russie ne possède point de gouvernement qui puisse traiter régulièrement en son nom. Il y a donc de sérieux motifs pour lier dès maintenant des relations diplomatiques entre les Alliés et la République de Finlande, quitte à régulariser les choses quand le régime existant en Russie en donnera la possibilité.

Il convient seulement d'observer que l'indépendance de la Finlande, proclamée selon le principe des nationalités, sera régie par ce principe. Or, il semble que la population des îles Aland qui sont situées au voisinage de la Suède et qui ont une importance vitale pour la sécurité de ce pays ait demandé à redevenir suédoise. Nous n'avons aucune idée préconçue sur la solution qu'il conviendra de donner au problème ainsi posé, mais nous espérons qu'il sera réglé de manière à assurer le plus de tranquillité et d'indépendance possible à tous les Etats situés au nord de l'empire allemand.

SUR LE FRONT ITALIEN

Les Troupes françaises font leurs premiers prisonniers

Communiqué officiel

Rome, 9 Décembre.

Le commandement suprême fait le communiqué officiel suivant :

Du Stelvio à la Brenta, l'activité combattive a été plutôt limitée. Dans le val Lagarina, nos patrouilles ont capturé quelques soldats ennemis. Sur le plateau d'Asiago, les rafales de nos batteries ont battu à plusieurs reprises des forces adverses en mouvement.

Entre la Brenta et la Piave, les tirs d'artillerie qui s'étaient maintenus assez violents pendant l'après-midi sont redevenus normaux dans les premières heures de la nuit. Une patrouille française en reconnaissance a ramené des prisonniers.

Dans la Piave, au val de San-Dona, l'activité de feu a été assez notable des deux côtés. De nombreuses patrouilles ennemies ont été repoussées par nos fusillades. Nos Caproni ont bombardé avec efficacité l'arrière des lignes ennemies sur le plateau d'Asiago et ont mitraillé ensuite les troupes qui s'éloignaient des endroits battus.

La nuit dernière, nos dirigeables ont renouvelé leurs incursions jetant plus de quatre tonnes de projectiles sur les cantonnements ennemis près de Quero-Motta-di-Livenza et de Porto-Gruaro. Deux avions ennemis ont été abattus. Un ballon captif est tombé en flammes près de Grisolera.

La Situation des Allemands sur les hauts plateaux

Rome, 9 Décembre.

Les pertes subies par les armées de Conrad de Hoetzendorff sont extrêmement lourdes et, en tous cas, disproportionnées aux faibles succès obtenus.

La situation actuelle des Allemands sur les hauts plateaux est rendue plus difficile par le manque d'eau et les difficultés du ravitaillement qui ne peut être effectué que par les mulets.

Il résulte des confessions mêmes de la presse ennemie et des déclarations des prisonniers, que les ordres donnés aux troupes d'assaut étaient d'enfoncer à tout prix les lignes italiennes et d'atteindre la plaine pour rendre ensuite possible une guerre de manœuvre, ou tout au moins l'installation de l'armée, pour l'hiver, dans des localités plus favorables.

L'Alpe homicide

Deux médecins majors font une chute mortelle

Grenoble, 9 décembre.

Deux médecins majors arrivés depuis cinq à six jours pour renforcer le service chirurgical de l'hôpital, étaient partis en excursion dans la montagne aux environs de Grenoble. S'étant égarés, ils ont fait une chute de 30 à 40 mètres dans un ravin.

L'un deux, M. Pieu, médecin-major de 1re classe, professeur à la Faculté de Bordeaux, a été tué sur le coup. L'autre, M. Dantin, médecin-major 2e classe, a été trouvé râlant à deux cents mètres du cadavre de son compagnon.

Chute mortelle d'un aviateur

Pau, 9 Décembre.

Le sergent aviateur Roy, originaire de Paris, a fait une chute mortelle dans les Landes, à Pont-Long.

THÉATRES, CONCERTS, CINÉMAS

OPERA DE MARSEILLE. — Demain, *Hamlet* avec Mlle Brunlet et M. Barral.

GYMNASE. — A 8 h. : *Carminetta* et *Saturnin en perm...* avec Augé.

VARIETES-CASINO. — A 8 h., la revue locale *C'est nature !*

CHATELET. — A 8 h. 15, *L'Arlésienne*, avec Albert Lambert, de la Comédie-Française. Chœurs et orchestre de l'Opéra.

PALAIS-DE-CRISTAL. — A 2 h. et à 8 h. : les rois du trapèze volant, The 4 Singard; Villepré, chanteuse étoile, etc.

ALCAZAR LEON DOUX. — Ce soir, débuts de la divette Marie-Thérèse Berka et première de l'opérette franco-anglaise *Princess of Trianon*.

LES SPORTS

FOOTBALL-ASS